

DEPENSES SOCIALES ET DEPENSES MILITAIRES : IL VA ETRE DIFFICILE DE COURIR DEUX LIEVRES A LA FOIS !

Lionel Tourtier¹, président de GENERATIONS E.R.I.C. - Le 3 mars

Quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir de l'évolution à venir du conflit en Ukraine et des éventuelles menaces d'un élargissement de celui-ci en Europe, il devient important d'être conscient des profonds changements que le monde des investisseurs institutionnels va connaître. Nul ne peut dire avec certitude que les axes retenus ces dernières décennies en matière d'ESG, de bas carbone, et de droits humains ne vont pas brutalement être remis en question. Et personne ne peut prétendre que l'épargne collective au sein de l'Union Européenne, et donc en France, ne va pas subir une ponction par les Etats membres, au titre d'un réarmement qui, dans les prévisions, s'annonce déjà très coûteux.

Dans un article publié en septembre 2023, nous avons développé la conviction que les investisseurs institutionnels devaient désormais prendre de plus en plus en compte dans leur stratégie la géopolitique, et non pas seulement la géoéconomie. Nous avons également insisté sur le fait que toute analyse géopolitique doit s'affranchir de la morale. Propos choquants certainement pour des investisseurs habitués aux exigences de l'ESG. Mais c'est ainsi. Lorsque l'on fait de la morale, l'on ne fait pas de stratégie, soulignait Alain Juillet, ancien patron de la DGSE, lors d'un exposé à l'Ecole des Mines Nancy en 2024. L'homme sait de quoi il parle. Pour lui, il faut être factuel et non émotionnel. Il n'y a pas le bien d'un côté, le mal de l'autre ; il y a des nuances de gris. S'inspirant d'une citation du britannique Henry John Temple² (Lord Palmerston), le Général de Gaulle avait déclaré dans une interview à Paris Match³ : « *Un grand pays n'a pas d'amis. Les hommes peuvent avoir des amis, pas les hommes d'État* ».

Cette conception des relations internationales peut heurter la conscience humaine fondée, notamment, sur la prévalence des droits de l'homme. Mais dans un monde multipolaire, qui plus est financiarisé pour une large partie et avec des enjeux économiques considérables, la vertu a rarement sa place. L'histoire nous le démontre et plus encore l'actualité récente, que ce soit en Europe centrale, au Moyen-Orient (Palestine, Syrie), ou ailleurs.

L'on peut toujours vouloir influencer ce comportement amoral, par une démarche éthique, et c'est tout à l'honneur de ceux qui s'y emploient. Mais il faut aussi être réaliste : difficile de résister à un adversaire qui vous frappe avec une batte de baseball entouré de fils de fer barbelés ... Dominique de Villepin déclarait très récemment sur France Culture que « *La diplomatie du bisou a des limites aujourd'hui* ». Ce constat n'intéresse pas seulement les politiques : il doit être aussi intégré dans les réflexions des investisseurs institutionnels.

SOUS L'IMPULSION DE LA NOUVELLE ADMINISTRATION, LES ETATS-UNIS ONT PRIS UN VIRAGE QUI BOULEVERSE LA DONNE EUROPEENNE

Depuis sa prise de fonction en janvier dernier, le président Trump a pris une série de mesures sur lesquelles nous ne nous prononçons pas en termes de bien fondé. Ce n'est pas le sujet. Seules les

¹ Membre de la Convention de la Fondation Charles de Gaulle.

² « *L'Angleterre n'a pas d'amis ou d'ennemis permanents ; elle n'a que des intérêts permanents* ». Discours à la Chambre des communes (1848).

³ Publication du 9 décembre 1967

conséquences nous intéressent. Parmi celles-ci, figure l'arrêt de l'aide militaire à l'Ukraine, mais en réalité, il s'agit du repli des Américains sur leurs préoccupations intérieures. Du moins dans une première étape, car l'objectif à terme des Etats-Unis reste bien de contrer l'essor de la Chine. Les Américains sont ainsi confrontés au « Piège de Thucydide »⁴ mais aussi au « piège de Kindleberger »⁵. C'est dans ce contexte qu'il faut décoder la négociation sur les métaux rares engagée depuis septembre 2024 avec le président Zelensky. Ainsi que l'indique un article du journal L'Opinion du 26 février 2025, *« l'urgence avec laquelle le président américain a voulu conclure un accord avec l'Ukraine s'explique par les dernières mesures de contrôle imposées par Pékin sur ses exportations de métaux et terres rares »*. Au passage, constatons que tout un petit monde se met au chevet de l'Ukraine pour avoir sa part de gâteau de matériaux rares : la Grande-Bretagne, la France, la Slovaquie ...

Un redéploiement de la stratégie militaire des Etats-Unis

Au regard du vrai défi qui se pose aux Etats-Unis, leur budget militaire va faire l'objet d'une réorientation : ainsi, Pete Hegseth, ministre de la Défense, a ordonné en février dernier d'identifier 50 milliards de dollars de programmes qui pourraient être supprimés afin de rediriger les sommes économisées vers le financement des priorités du président Donald Trump. Par « priorités », il s'agit de *« recentrer le ministère dans sa mission essentielle de dissuasion et de gagner les guerres »*, a écrit Robert Salesses, haut responsable du Pentagone.

Le retour d'expériences de la guerre de haute intensité en Ukraine a fait prendre conscience aux dirigeants du Pentagone que l'appareil militaire américain n'était pas adapté à cette nouvelle donne⁶. Plus l'ajout des difficultés de recrutement que connaît l'armée depuis plusieurs années, notamment pour trois raisons : le surpoids des jeunes (mais l'obésité touche également 15 % des militaires en activité), leur addiction aux drogues et une baisse générale de leur culture générale les rendant inaptes à gérer des équipements sophistiqués. Tout ceci est largement documenté par les rapports de l'American Security Project. En outre, il y a un vrai problème de doctrine ainsi que l'a démontré Andrey Maryanov, l'un des analystes militaires américains les plus brillants et ancien officier de l'armée russe⁷.

Une remise à plat général est donc nécessaire, y compris sur la présence des forces à l'international : près de 200.000 hommes, soit 10 % du personnel militaire américain, sont déployés à l'étranger dans 800 bases militaires déclarées et 178 pays (en comptant le corps de garde des ambassades). En septembre 2022, le plus grand nombre des effectifs se trouvait au Japon (53.973), en Allemagne (35.781) et en Corée du Sud (25.372). Ces trois pays, Japon, Allemagne et Corée du Sud, sont également ceux qui comptent le plus grand nombre de bases militaires américaines, respectivement 120, 119 et 73. Les forces permanentes américaines en Europe sont de l'ordre de 65.000 soldats.

⁴ Une guerre cataclysmique peut éclater si une puissance établie (comme les États-Unis) devient trop craintive face à une puissance émergente (comme la Chine).

⁵ Du nom d'un économiste américain, il fait allusion à la décennie désastreuse des années 1930 lorsque la puissance américaine en émergence ne parvint pas à combler le gouffre laissé par le déclin hégémonique relatif de la Grande-Bretagne.

⁶ En fait, depuis la guerre du Vietnam, les Américains ont perdu toutes les guerres qu'ils ont déclenchées depuis plus de 50 ans. Cf. l'article de Jean-Sylvestre Mongrenier de février 2018 par le Groupe Gaulliste Sceaux.

Du Vietnam à l'Irak, la première puissance mondiale s'est enlisée dans des conflits interminables.

⁷ Auteur de plusieurs livres, parmi lesquels *« La Dernière Guerre de l'Amérique »*, *« Désintégration : Indicateurs de l'Effondrement Américain Imminent »*, et *« Perdre la Suprématie Militaire : La Myopie de la Planification Stratégique Américaine »*.

Une rationalisation va donc s'imposer dans une démarche de recentrage. Cette opération était déjà à l'esprit de l'actuel président Trump lors de son premier mandat si l'on fait référence à cette déclaration de décembre 2018 : « *Les États-Unis ne veulent plus être le gendarme du monde* ». En 2025, l'objectif va se concrétiser, notamment parce que l'Administration Trump est consciente qu'il faut regrouper ses forces face à la Chine, et non pas face à la Russie. Le projet au cœur du Grand Echiquier de Zbigniew Brezinski, s'est avéré désormais être un échec. C'est le résultat contraire qui a été obtenu : la Russie est devenue plus proche de la Chine, renforçant le poids de l'Eurasie, ce que craignait Brezinski. Plus précisément le « Heartland »⁸ s'est renforcé tandis que le « Rimland »⁹ (frange maritime de l'Eurasie) butte sur la supériorité navale de la Chine, qui ne cesse de se renforcer dans la perspective de la protection des « Nouvelles routes de la soie »¹⁰.

Une déstabilisation de l'UE dans un contexte économique et politique déjà difficile

Le désengagement militaire américain, bien au-delà du conflit Ukrainien, est de nature à déstabiliser profondément l'Union Européenne, mais également l'existence même de l'OTAN¹¹.

Nul doute que cela va entraîner des bouleversements de différentes nature, sans exclure un éclatement de l'Europe communautaire, si ce n'est celui de la zone euro.

A cet égard, l'on doit prêter attention aux signaux faibles observés en Hongrie, Géorgie, Slovaquie, Croatie et aujourd'hui Roumanie, Bulgarie et peut-être la Grèce.

LE DILEMME DE L'UE DU REARMEMENT

La nature ayant horreur du vide, l'UE va devoir choisir une stratégie. Soit s'aligner sur la négociation de paix entreprise par les Etats-Unis avec la Russie, et donc renouer les fils avec le Kremlin notamment pour gérer sa contrainte de coûts de l'énergie (réindustrialisation) et faire face à l'émergence des BRICS ; soit s'autonomiser complètement en se réarmant et en diversifiant ses sources d'approvisionnement d'énergies et de matériaux rares. Ce qui sera très compliqué, il faut en être conscient.

Pour illustrer ce problème de sourcing, citons un rapport de l'Assemblée nationale publié en mai 2024 sur « *l'industrie de défense, pourvoyeuse d'autonomie stratégique en Europe* ». Ce document faisait état d'une étude de l'IRSEM par laquelle on apprenait que l'UE dépendait à 97 % des approvisionnements extérieurs pour un groupe de 27 matières premières identifiées et qualifiées de « critiques ». Il était fait mention que la dépendance aux approvisionnements chinois était particulièrement élevée : à titre d'exemple, 78 % des matières et composants nécessaires à la production d'un drone militaire viennent de Chine. Dans l'aéronautique, environ 20 à 40 % des composants critiques des chasseurs européens proviennent des États-Unis. Cette dépendance s'explique par l'avance technologique américaine dans des domaines tels que les capteurs, la navigation et la propulsion.

⁸ Théorie du britannique Sir John Mackinder, considéré comme le père de la géopolitique.

⁹ Complément de la théorie du Heartland formulé en 1942 par l'universitaire américain Nicholas Spykman.

¹⁰ « *La Chine et ses objectifs géopolitiques à l'aube de 2049* – Revue de Géopolitique - septembre 2017. Tanguy Struye de Swielande.

¹¹ Dans une longue interview accordée à NBC News en décembre 2024, Donald Trump avait affirmé que les États-Unis pourraient quitter l'Otan si les pays membres ne contribuaient pas davantage financièrement au fonctionnement de l'alliance.

Qui va prendre la main en Europe ?

Ces deux options passent, selon nous, par la décision que prendront les autorités allemandes, en bien meilleure situation budgétaire et d'endettement que la France. Politiquement, le nouveau chancelier allemand n'aura néanmoins pas toutes les coudées franches, car son pays est en partie politiquement fractionné. Côté Grande Bretagne, l'on pourrait penser que sa croisade contre la Russie va la ranger du côté de l'UE. Peut-être, si l'on prend en considération sa violente russophobie historique qui remonte au 19^{ème} siècle¹². Mais la situation économique outre-Manche est difficile et l'Administration Trump, dans sa gestion binaire des relations européennes, pourrait infléchir la position anglaise en faveur de la poursuite de la guerre, en négociant un régime spécial de droits de douane, voire une totale exonération. Ce qu'a d'ailleurs cherché à négocier Keir Starmer lors de son déplacement à la Maison Blanche. Ainsi que l'indiquait le journal Les Echos¹³, « *Londres compte profiter du Brexit pour tirer son épingle du jeu avec Washington, alors que Donald Trump a pris l'Union européenne en grippe* ». Trump a donc une carte anglaise importante dans sa main. Pour l'Italie, à la suite de l'altercation dans le bureau Oval, l'alliance entre la droite et l'extrême droite italiennes apparaît très divisée sur les États-Unis et l'Ukraine. Mais le gouvernement italien doit prendre en compte l'existence de 118 sites militaires USA-OTAN sur son territoire. Certains sont assignés au dépôt de bombes atomiques.

L'effectif militaire européen est faible et peu expérimenté à un nouveau type de conflit

Sur le papier, les forces armées de l'UE représentent 1,5 millions de soldats européens. Si Washington retire ses troupes, l'Europe aura besoin de 300.000 militaires supplémentaires, soit environ 50 brigades. Les gros effectifs sont dans les pays les plus importants en termes de population : en Allemagne, France, Pologne, Espagne, Italie, Grèce. Ces Etats ne sont pas dans une situation florissante...

Pour tenir une ligne de front sur l'ensemble des frontières à l'Est, l'effectif militaire européen est faible. Sur l'ensemble des frontières européennes, c'est même pire. Partant du constat que les dirigeants européens désignent la Russie comme un agresseur potentiel, voire probable, ce qui peut faire l'objet d'un débat, cela pousse à l'analyse. Admettons que le danger est à l'Est. La Russie partage 20.622 kms de frontières terrestres avec 14 pays voisins, mais pour ce qui concerne l'Europe, cela se limite à 5 Etats en tout sur une longueur totale de 2.284 km. Si l'on considère qu'il n'est pas possible d'engager un effectif total, afin d'assurer une rotation des troupes au combat pour des plages de repos, il faut diviser par trois les effectifs, soit 500.000 soldats en opération. Pour 2.284 kms de front, cela représenterait un bataillon de 500 personnes sur 3 kms. Dans un conflit à haute intensité, sur un tel petit espace, les pertes peuvent être rapidement considérables.

Le groupe de réflexion britannique IISS (Institut international pour les études stratégiques) soulignait dans une étude publiée en 2024 que les principales forces armées européennes « *restent en sous-effectif, trop d'entre elles continuant de perdre des troupes sans inciter suffisamment la jeune génération à s'engager* ». Plusieurs pays ont pris des initiatives, soit de conscription, soit de formation de réservistes pour augmenter les effectifs. Mais l'expérience montre qu'il faut non seulement une

¹² En 1817, à peine 2 ans après la fin des guerres napoléoniennes, un quotidien britannique, le Morning Chronicle, soutenait que « la principale intention des Russes est d'agrandir leur territoire ». Voir également le pamphlet de Richard Cobden « *Cure for the Russo-phobia* » (1836),

¹³ « *Guerre commerciale : Londres pourrait échapper aux droits de douane américains* » Edition du 28 février 2025.

solide formation, mais également l'acquisition d'un mental adapté à un conflit de haute intensité bien différent des combats observés en Irak ou en Afghanistan, voire au Mali.

Par comparaison, au 1er décembre 2024, l'armée russe compte à fin décembre 2024 quelque 2,4 millions de personnes, dont 1,5 de combattants. Le potentiel de mobilisation s'élève quant à lui à 25 millions, tous formés puisque la conscription existe dans ce pays depuis de longues années, à raison de 135 à 250.000 jeunes par an selon les directives du Kremlin. Il y a donc un premier rapport de force à prendre en considération. Plus l'expérience acquise au combat ces dernières années.

Beaucoup d'avis sont exprimés sur les réseaux sociaux ou dans la presse concernant la qualité des forces au combat en Ukraine. Nous n'entrerons pas dans ce débat, faute de sources sérieuses et partagées. Nous ne disposerons des éléments statistiques que bien plus tard, une fois le conflit terminé. Et là, ce sera l'affaire d'experts et des historiens. L'erreur serait de céder à des formes de propagandes qui tendraient à faire sous-estimer l'adversaire, comme l'a enseigné Lao Tseu.

Les équipements envoyés en Ukraine par l'OTAN ont montré de réels problèmes de fiabilité

S'ajoutent ensuite pour la défense européenne les questions d'approvisionnement et de logistique, de rotation du personnel, d'hétérogénéité des équipements. Il suffit de se rapporter aux études pour constater que la situation n'est pas très favorable en nombre de matériels, de problèmes de maintenance, etc. Sur ce dernier point, un rapport du Sénat de Dominique de Legge datant d'octobre 2024 apporte de nombreuses informations sur les difficultés du maintien en condition opérationnelle (MOC) des équipements militaires. Et plus les équipements sont d'origine diverses, ce qui est le cas en Europe, et plus les difficultés de logistique sont pénalisantes sur le terrain, sans parler des formations nécessaires au regard de la diversité pour ne pas dire l'hétérogénéité de l'armement.

Par ailleurs, la technologie occidentale s'est souvent avérée fragile : par exemple, selon le New York Times du 25 novembre 2022, citant des responsables américains de la défense, environ un tiers des quelque 350 canons livrés à l'Ukraine par les Occidentaux depuis le début du conflit en février étaient en permanence « hors service » ; autre cas, à fin septembre 2024, l'armée ukrainienne avait perdu près de la moitié de ses 31 chars Abrams M1A1 SA, alors qu'ils jouissaient d'une très forte réputation.

Par conséquent, hormis la question de la conscription qui renvoie à des considérations sociologiques pour partie, se posent deux problèmes principaux à résoudre pour le futur de l'industrie européenne : une révision de la conception du matériel et des équipements militaires au regard de l'expérience acquise au combat ; un gros effort budgétaire pour obtenir une capacité de production adaptée à un conflit de haute intensité. Plus que jamais, l'argent est le nerf de la guerre et c'est ce point que nous allons aborder.

Qui va payer et quoi et quand ?

L'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan), fondée en 1949, regroupe aujourd'hui 32 membres, dont 23 issus de l'Union européenne. En 2024, quinze Etats membres de l'Union européenne ont consacré plus de 2 % de leur PIB à leur budget de défense, soit l'objectif fixé en 2006. C'est très éloigné des 5 % réclamés par le président Trump en janvier 2025. De ce fait, la récente déclaration du secrétaire américain à la Défense, Pete Hegseth, lors de son déplacement en Pologne ne peut qu'inquiéter les dirigeants européens : « *L'Europe ne peut supposer que la présence des troupes américaines sur le continent durera éternellement* ». D'où son exhortation aux membres européens de

l'Otan d'augmenter leurs dépenses militaires. Mais est-ce possible dans l'état actuel de la faible croissance européenne et de l'endettement de nombreux pays européens ?

Pour avoir une estimation chiffrée réaliste, il faut un recensement précis sur les investissements à réaliser. Ce qu'on fait la Pologne est les Pays-Baltes (Estonie, Lettonie Lituanie) en remettant à la Commission européenne un rapport sur la création d'une ligne de défense avec la Biélorussie et la Russie. Ce document vise à influencer la rédaction du Livre blanc sur l'avenir de la défense de l'Union, qui doit identifier les grands projets de défense dans lesquels les Européens devront s'investir ces prochaines années et qui doit donner des pistes pour les financer.

Le travail des Polonais et des Baltes est très éclairant. Ce « bouclier » regrouperait les défenses orientales de la Pologne, la ligne de défense balte et pourrait inclure la frontière de 1.340 kilomètres de la Finlande avec la Russie (soit 60 % sur les 2.284 kms que nous avons mentionnés précédemment). Selon les calculs effectués, l'investissement nécessaire à ce projet s'élève à environ 8 à 10 milliards d'euros.

Néanmoins, dans leur liste d'achats nécessaires, les pays signataires du document n'ont pas inclus de systèmes sophistiqués de défense aérienne et antimissile, d'avions de chasse ou de moyens navals. Or, c'est essentiel. A titre indicatif, un bouclier de défense aérienne européen coûterait 500 milliards d'euros, selon les estimations de la Commission européenne (sans que l'on connaisse d'ailleurs l'origine de fabrication, sachant que l'électronique militaire vient principalement des Etats-Unis).

Par ailleurs, les quatre pays estiment que la protection des infrastructures sous-marines nécessaires contre les cyberattaques, le sabotage et d'autres menaces coûterait au moins 2 milliards d'euros au niveau de l'UE.

Avec cette somme, il conviendrait de créer un « *dôme de défense sous-marine modulaire et multicouche, comprenant des capacités de surveillance, de contrôle et de contre-défense potentielle* » ainsi que la mise en place d'un échange d'informations sur les menaces et les accidents. Mais cela n'est pas chiffré.

L'amélioration de la mobilité militaire des troupes et des équipements sur le continent devrait également bénéficier de 10 milliards d'euros, selon les pays.

Au total, selon le document, l'UE devrait fournir 100 milliards d'euros pour renforcer les capacités de défense du continent d'ici 2028, cependant en plus des investissements nationaux.

En outre, un total de 50 milliards d'euros devrait être dépensé au niveau de l'UE pour le stockage de munitions et de missiles, toujours en plus des investissements nationaux.

Selon le rapport Bruegel-Kiel publié en février dernier, pour dissuader une hypothétique percée russe dans les pays baltes, une armée européenne aurait besoin de 1.400 chars, 2.000 véhicules de combat d'infanterie et 700 pièces d'artillerie, ainsi que d'un million d'obus de 155 mm pour les trois premiers mois d'un combat de haute intensité. Cela dépasse toutefois la puissance de combat actuelle des forces terrestres françaises, allemandes, italiennes et britanniques combinées, indique le rapport. La production de drones devrait également être portée à environ 2.000 munitions à longue portée par an pour égaler les chiffres de la Russie.

Plusieurs experts soulignent qu'il faudra environ dix années pour que l'UE dispose d'une industrie de la Défense pour atteindre la disponibilité requise dans l'éventualité d'un conflit. Encore faut-il une vraie politique commune, c'est-à-dire recentrer les achats militaires des pays sur ce que serait un Pôle industriel européen. Mais ce n'est pas gagné. Selon différentes estimations, les États européens achètent entre 60 et 80 % de leur matériel militaire hors UE. Plus précisément, entre 2019 à 2023, 55% des importations d'armes des États européens provenaient des États-Unis (source Institut international de recherche sur la paix de Stockholm - Sipri). La solidarité européenne fait donc souvent défaut. Par exemple, en juillet 2022, la Pologne avait commandé au fabricant coréen Hyundai Rotem 1.000 chars K2, en négociant une coproduction avec des entreprises polonaises. Quant au F35, c'est l'expression de la dépendance dont l'UE déclare vouloir s'affranchir : l'Allemagne en a ainsi commandé 35, la Belgique 34, le Danemark 27, l'Italie 90 et la Roumanie 32 ... Il y aura donc un long chemin à accomplir.

Autre considération dans ce prolongement : pour constituer un Pôle industriel européen de la Défense, il faudra que les États acceptent de créer des groupes disposant d'une taille critique. Ce qui, en l'état, doit conduire à des fusions transfrontalières et donc à des renoncements de souveraineté nationale. Rien qu'en France, l'industrie de la défense comporte environ 4.000 entreprises !

Hormis le problème de la fourniture des composants que nous avons souligné, se pose également un problème juridique : si un système d'armes contient au moins un composant américain sous le régime de la réglementation américaine ITAR, les États-Unis ont le pouvoir d'en interdire la vente à l'export à un pays tiers. En d'autres termes, la production d'équipements militaires européens se heurterait à ce frein dès lors qu'elle souhaiterait développer ses exportations hors d'Europe pour maximiser sa rentabilité ...

Si l'on résume, une véritable architecture de défense devrait résoudre un certain nombre de contraintes (techniques, juridiques, politiques, etc.) et être dotée d'un financement adapté à un besoin d'investissement d'environ 1.000 milliards d'euros sur la décennie. L'augmentation de ces dépenses pourraient être financée par des initiatives d'endettement au plan européen. Toutefois, la dette de nombreux États membres, conjugués pour certains à leurs déficits budgétaires quasi structurels, ne facilitera pas la manœuvre. De fait, certaines voix, notamment devant l'urgence qu'ils avancent, voudraient bien mobiliser rapidement l'épargne européenne.

DEPENSES SOCIALES OU DEPENSES MILITAIRES ESG ?

Tous les pays d'Europe sont confrontés, plus ou moins, au choc du vieillissement et à la mise sous tension de la protection sociale. C'est vrai en Allemagne, en France, en Italie, mais aussi dans des pays comme la Suisse. Les régimes de retraite de base, financés par cotisations ou par impôts, sont en déficits dans de nombreux pays. Idem pour les dépenses de maladie et de dépendance. Seuls les régimes par capitalisation bénéficient d'une situation favorable. Ce sont eux (ainsi que les contrats d'assurances-vie) qui alimentent l'épargne de long terme.

Vers l'épargne militaire ?

En France, l'encours d'épargne représente 6.187 milliards d'euros base 2023 selon la Banque de France. L'idée de flécher une partie de cette épargne vers les industries de la Défense est dans les têtes des politiques depuis 2023 (amendement à la loi de Finance de 2024 pour orienter une partie de l'encours du Livret A et du Livret de développement durable et solidaire (LDDS) vers le financement d'entreprises

de l'armement). Initiative reprise par le Sénat en mai 2024, mais non suivie encore une fois par le gouvernement de l'époque.

Bref, les choses se précisent et il convient donc de s'interroger sur le rôle des investisseurs institutionnels en la matière, sachant que pour beaucoup d'entre eux, leur mandat porte sur des fonds recueillis au titre de la prévoyance et de la retraite.

Rappelons que pour des raisons éthiques, les investisseurs européens avaient exclu les groupes de défense de leurs portefeuilles. En janvier 2023, l'amiral Rob Bauer, président du comité militaire de l'Otan, n'avait pas mâché ses mots pour qualifier cette attitude. Dans les colonnes du Financial Times, il avait invité sur un ton ferme, pour ne pas dire culpabilisateur, les banques, assureurs et fonds de pension à revoir de fond en comble leur politique d'investissement pour financer davantage le secteur. L'argument éthique - ne pas investir dans armes qui causent des morts - n'était selon lui pas pertinent, ni « responsable ». L'amiral soulignait aussi qu'investir dans le secteur de la Défense procurait des rendements financiers importants. Bref, la carotte après le bâton ...

La mise à mal de l'ESG

Or, jusqu'à ce jour, ce sont les critères ESG qui étaient et restent privilégiés dans les choix de placement des investisseurs institutionnels, en particulier dans la perspective de favoriser la transition énergétique.

Cependant, l'industrie de la Défense ou de l'Armement, répond mal à ces critères et davantage encore si l'on veut considérer qu'un char ou un avion de chasse consomment des carburants fossiles, et que la production d'un drone à bas prix, c'est tout simplement de la fibre de carbone, des matériaux polymères, du plastique, du cuivre, etc. Jusqu'à preuve du contraire, tout ceci ne peut que relancer la consommation de pétrole et ne va pas trop dans le sens souhaité antérieurement par les actionnaires ... Si l'on prend la construction navale militaire, celle-ci veut s'appuyer sur les biocarburants et le nucléaire. Mais cela va nécessiter du temps et de l'argent ... Et une certaine tolérance sociale à l'usage de réacteurs et des opérations de recyclage ... Les process de production de munitions vont également être mis à l'épreuve : produire un obus exige des opérations de chauffage dans des fours durant plusieurs heures, etc. Il y a aussi l'utilisation d'ingrédients chimiques. Et l'on ne parle pas des munitions à uranium appauvri qui libèrent en explosant de la poussière d'oxyde d'uranium, très dommageable à l'homme et à l'environnement.

Si les investisseurs institutionnels souhaitent orienter leurs investissements sur le secteur de la Défense, ils devront donc faire des choix. Ce qui n'est pas évident, ne serait-ce que parce que la taxonomie européenne restreint considérablement les financements dans ce domaine. C'est à la fois un nouveau cadre de réglementation à revoir et une sorte de révolution culturelle. Certains pays se sont néanmoins affranchis de telles considérations. Par exemple, le fonds de pension danois ATP est entré au capital du groupe de Défense Terma en juin 2024. En Grande Bretagne, l'« Investment Association » s'est engagée en avril 2024 à prendre sa part à l'effort, en considérant que le secteur militaire est parfaitement compatible avec l'investissement ESG ! Ce mouvement semble gagner toute l'Europe du Nord ...

A défaut d'un comportement plus ou moins volontariste, l'on peut aussi imaginer une certaine pression gouvernementale pour inciter les investisseurs à financer les entreprises du secteur de la Défense. Un peu dans le genre « ardente obligation ». Rappelons que lors du lancement de la SilverEconomie, la

ministre déléguée aux personnes âgées et à la dépendance Madame Delaunay, avait en février 2014 « invité avec une certaine insistance » les groupes de protection sociale à investir dans le fonds SISA (Services Innovants aux acteurs de la Santé et de l'Autonomie). Dans ce type d'exercice de « motivation », le 20 mars prochain à Bercy, le ministre de l'Economie Eric Lombard et le ministre des Armées Sébastien Lecornu présenteront un plan de bataille aux investisseurs et aux banques afin de soutenir l'industrie de l'armement.

L'heure des choix : dépenses sociales ou dépenses militaires ?

Investir l'épargne de ses mandants dans la Défense n'est pas qu'un changement de paradigme de gestion : c'est aussi un choix civilisationnel qui devrait être largement débattu au sein des populations. C'est du moins notre conviction. Il va être en effet difficile de courir après plusieurs lièvres à la fois.

Subrepticement, la sensibilisation des opinions semble néanmoins avoir commencé, du moins en France, avec la publication récente du professeur associé à Sciences-Po, Julien Damon, dans les colonnes du site Telos intitulée « Dépenses militaires versus dépenses sociales ? ».

L'universitaire s'interroge si les appels à des efforts accumulés en faveur des dépenses militaires vont avoir un impact vigoureux sur les dépenses sociales ? Il écrit que « *Le virage à prendre est assurément rude, car une impasse se profile : réarmement massif, redressement des comptes et désendettement ne peuvent être menés de concert. Il sera impossible, ou, pour le dire plus diplomatiquement, très difficile, de soutenir en même temps une société de longévité, marquée par les coûts du vieillissement, et une société de conflits de haute intensité, potentiels ou déclenchés* ». A l'appui, remettant en perspective l'histoire de nos conflits, il dresse le tableau suivant qui pose la problématique.

Dépenses sociales et dépenses de défense en proportions du PIB

	1938	1947	1953	1960	1990	2023
Dépenses sociales % PIB	1 %	8 %	10 %	15 %	25 %	33 %
Dépenses de défense % PIB	9 %	4 %	8 %	5 %	3 %	2 %

Conclusion : il nous semble urgent d'ouvrir le débat

Alors, dans la communauté des investisseurs, peut-être serait-il temps d'ouvrir le débat. En particulier au sein des groupes de protection sociale et de la mutualité qui appartiennent à l'économie sociale ...

Pour nous inspirer et guider nos réflexions face au dilemme posé, il serait judicieux de relire Jaurès dans son ouvrage « L'Armée nouvelle » et vers « L'Armée de métiers » de Charles de Gaulle. Deux grands classiques qui n'ont pas vieilli. Cela pourrait s'avérer très utile.

